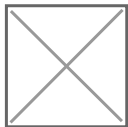


Une loi israélienne raciste devient encore plus raciste

Description

Par Amjad Iraqi, le 13 mars 2022



Une Palestinienne plaide son cas auprès d'un agent de la police des frontières pour essayer de franchir le checkpoint de Qalandia, Cisjordanie, 3 septembre 2010. (Miriam Alster/Flash90)

Par un vote tard dans la nuit de jeudi, la Knesset a décidé de rendre encore plus raciste une des lois israéliennes les plus racistes. Après des mois de querelle politique, le Parlement a voté une nouvelle version de la loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël, qui interdit aux Palestiniens des territoires occupés et aux citoyens de « pays ennemis » de se réunir à leurs épouses et familles citoyens israéliennes. Réaffirmé depuis près de deux décennies, cet ordre temporaire définit le régime israélien exercé sur les Palestiniens des deux côtés de la Ligne Verte, qui vise directement leur droit à aimer, se marier et à élever des enfants.

L'histoire de la loi sur la citoyenneté raconte parfaitement la confiance croissante qu'a Israël dans l'affirmation de ses ambitions racistes. Lors de sa première mise en place en 2003, de nombreux représentants officiels israéliens se sont efforcés de défendre la loi soit comme politique d'immigration « normale », soit comme « mesure de sécurité » au moment de la deuxième Intifada. Les deux arguments, emblématiques, étaient douteux : la loi du Retour ne permet qu'à un groupe ethno-religieux d'avoir le droit d'immigrer et d'être doté de la citoyenneté ; les propres données de l'état montrent que les craintes sur la sécurité autour de la réunification familiale ont été largement exagérées ; et que des milliers de travailleurs palestiniens ont des permis d'entrer en Israël chaque jour, pourvu qu'ils rentrent ensuite dans les territoires occupés.

Au fil du temps, cependant, l'establishment israélien a eu de moins en moins de complexes quant au but réel de la loi : la gestion démographique. La nouvelle version restreint désormais le statut des personnes issues de « pays hostiles ou de la région », mettant l'accent sur l'identité et les intérêts israéliens en tant qu'« état juif et démocratique ». En bref, le nombre de citoyens « non juifs » à Palestiniens indignés doit être activement minimisé par tout moyen nécessaire. Cet élargissement de la vraie nature de la loi s'est répandu dans tout le spectre politique israélien, et toute subtilité de langage a depuis été abandonnée. Lors du renouvellement de l'ordre en 2005, Ariel Sharon, alors premier ministre, déclarait : « Il n'y a pas besoin de se cacher derrière des arguments sécuritaires. Il y a besoin de l'existence d'un état juif ». Les juges israéliens les plus importants se sont alignés : dans sa décision de 2012 promouvant la loi, le président de la Cour Suprême, Asher Grunis fit la remarque suivante : « Les

droits ne prescrivent pas un suicide national Â».

En juillet dernier, lâ??architecte Â« centriste Â» de la coalition post-Netanyahou, le ministre des affaires étrangères YaÃƒr Lapid, [a dÃ©clarÃ©](#) : Â« Il nâ??y a pas besoin dâ??esquiver lâ??essence de cette loi. Câ??est un des outils permettant dâ??assurer une majoritÃ© juive en IsraÃ©l Â». La ministre de droite de lâ??intÃ©rieur, Ayelet Shaked, actuellement en charge du contrÃ´le de lâ??application de lâ??unification familiale, a aussi [fait clairement savoir](#) le mois dernier : Â« Nous nâ??avons pas besoin de mÃ©cher nos mots, la loi a des raisons dÃ©mographiques Â».

La communautÃ© internationale a longtemps pris comme acte de foi quâ??IsraÃ©l serait pour toujours un Â« Ãƒtat juif Â». Ce quâ??elle nâ??a pas demandÃ© â?? ou pas mis en question â?? Ã©tait ce quâ??impliquerait la rÃ©alisation de cette vision. La rÃ©ponse se trouve dans cette horrible loi, une parmi de nombreuses qui envahissent et dÃ©possÃ©dent les espaces les plus intimes de la vie palestinienne, de faÃ§on Ã prÃ©server la suprÃ©matie dâ??un groupe sur un autre.

Shaked elle-mÃªme nâ??aurait pas pu Ãªtre plus claire lorsquâ??elle a [rÃ©cemment postÃ©](#) sur Twitter peu aprÃ¨s le vote Ã la Knesset : Â« Un Ãƒtat juif et dÃ©mocratique : 1. Un Ãƒtat de tous ses citoyens : 0 Â». Encore combien de reprÃ©sentants officiels dâ??IsraÃ©l devraient se comporter de faÃ§on aussi Ã©hontÃ©e et encore combien de lois racistes devraient Ãªtre votÃ©es avant que le monde accepte quâ??IsraÃ©l veut Ãªtre un Ãƒtat dâ??apartheid ?

***Amjad Iraqi** est rÃ©dacteur et Ã©crivain pour le magazine + 972. Il est aussi analyste politique du think tank Al-Shabaka et a Ã©tÃ© prÃ©cÃ©demment coordonnateur du plaidoyer au centre juridique Adalah. Câ??est un citoyen palestinien dâ??IsraÃ©l qui habite Ã Haifa.*

Source : [+ 972 Magazine](#)

Traduction SF pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. Amjad Iraqi
2. IsraÃ©l
3. loi israÃ©lienne
4. raciste

date crÃ©Ã©e

2022/03/15